

M. HENDERSON: Je demanderais à M. Stevenson, qui est directement au courant, de répondre à M. McMillan.

M. IAN STEVENSON (*auditeur général adjoint*): C'était l'intérêt des fonds prêtés.

M. MUIR (*Lisgar*): Avant que le témoin commence son explication, puis-je demander s'il nous donne l'avis du Bureau quant à la façon dont on a procédé?

M. HENDERSON: Je puis répondre à M. Muir; ainsi que vous le savez, j'ai fait connaître mon avis sur l'importance d'avoir, dans le budget, des renseignements clairs et complets; j'aurais préféré que le crédit n° 710 soit explicite en lui-même et indique sa nature, alors que les renseignements à son sujet n'ont été dévoilés qu'après son adoption. C'est mon avis. C'est un exemple que j'estimais devoir porter à votre attention. Toutes observations que vous pourriez avoir à ce sujet seraient intéressantes. J'estime important qu'on ait des renseignements complets sur les crédits à adopter.

M. MUIR (*Lisgar*): Il est vrai que nous avons l'impression d'approuver ici une chose que nous ne comprenions pas. Nous l'avons approuvée sans explication et j'estime cela très préjudiciable du point de vue du Parlement.

M. HENDERSON: C'est aussi mon avis.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous d'autres commentaires ou êtes-vous prêts à passer à la prochaine question, monsieur Henderson? Elle porte sur la Corporation de disposition des biens de la Couronne.

M. HENDERSON: A l'alinéa 19 de son rapport, le Comité déclare qu'il surveillerait avec un intérêt tout particulier le résultat de l'enquête de la Commission royale sur l'organisation du gouvernement sur la question de savoir si une division du ministère de la Production de défense permettrait de liquider plus efficacement les biens de la Couronne.

Comme je l'ai dit, le Comité a recommandé de suivre cette question. Dans le volume 2 de son rapport, la Commission Glassco a demandé «que la Corporation de disposition des biens de la Couronne fonctionne à titre de division du nouveau ministère de l'Achat et de l'Approvisionnement et que ses effectifs et ses méthodes soient intégrés le plus étroitement possible à d'autres fonctions du ministère».

Tout ce que je puis vous dire à ce propos, c'est que, le 14 octobre dernier, le ministre de l'Industrie a déclaré que le gouvernement étudiait à leur tour un certain nombre de recommandations du rapport Glassco relatives à ces organismes, c'est-à-dire, si je ne me trompe, des sociétés de la Couronne comme la Corporation de disposition des biens de la Couronne. Toutefois, comme vous avez pu le noter, lorsque le président du conseil privé a déposé sur le bureau, le 5 novembre, la liste de 68 recommandations de la Commission Glassco que le gouvernement avait approuvées, cette question n'y figurait pas.

M. STARR: Monsieur le président, j'aimerais poser une question, bien que j'ignore si elle peut être posée maintenant; mais je serais reconnaissant à M. Henderson de me renseigner.

L'auditeur général vérifie-t-il les livres de cette société de la Couronne?

M. HENDERSON: Oui.

M. STARR: Dans ce cas, l'auditeur général étudie-t-il les transactions de cette société de la Couronne et la vente des entreprises?

M. HENDERSON: Oui.

M. STARR: Cela étant, l'auditeur général a-t-il vérifié les montants qui ont été recueillis pour le compte du gouvernement par la vente de ces sociétés et, à son avis, ces montants étaient-ils raisonnables ou a-t-il trouvé que certaines propriétés ou du matériel avaient été vendus à un prix qui, selon lui, aurait pu être plus avantageux?